

Karachi : une avocate demande l'audition de Didier Schuller



Didier Schuller, en décembre 2012 (Photo Lionel Bonaventure. AFP)

RECIT

Des confidences de l'ex-élu RPR pourraient ouvrir de nouvelles pistes dans le dossier Karachi. Marie Dosé, avocate de victimes de l'attentat, demande de nouvelles auditions.

Décidément, l'ancien patron de l'office HLM des Hauts-de-Seine balance dur. Principale source du livre *French Corruption* paru cette semaine (1), Didier Schuller n'y parle pas que de ses doutes et soupçons autour d'un possible compte Suisse de Sarkozy. Ou encore de ses meilleurs ennemis, les époux Balkany. Dans l'épilogue du livre, Didier Schuller met un pied dans le dossier Karachi en confiant aux auteurs avoir rencontré Ziad Takieddine à l'automne 2012...

Ziad Takieddine, c'est cet intermédiaire en armement franco-libanais, mis en examen dans le dossier Karachi. Il est soupçonné (et il a d'ailleurs partiellement avoué) avoir remis une partie des commissions versées en marge de gros contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite à des proches de Balladur pour financer la campagne 1995.

La rencontre se déroule le 24 octobre 2012. Nadia Ceccaldi, ex-épouse de Marcel Ceccaldi qui a un temps été l'avocat de Ziad Takieddine, organise la rencontre. Devant Didier Schuller, qui s'est rendu dans le désormais fameux hôtel particulier de l'homme d'affaires, avenue Georges-Mandel dans le XVI^e arrondissement de Paris, Ziad Takieddine va plus loin que devant les magistrats. « *Il m'a confirmé qu'il avait été l'un des pivots du financement de la campagne de Balladur et de Sarkozy* », confie l'ex-élu RPR. « *Il m'a dit qu'il avait donné de l'argent directement à François Léotard, Renaud Donnedieu de Vabres, Thierry Gaubert, Nicolas Bazire et Jean-François Copé.* » Devant les juges, Takieddine a « *simplement* » admis des remises de fond à Gaubert et Bazire (qui nie). Interrogée dans le livre, Nadia Ceccaldi confirme les propos de Schuller.

Saisissant l'occasion, une avocate de victimes et de proches de victimes de l'attentat de Karachi, a décidé de demander l'audition de ces nouveaux protagonistes qui s'invitent dans le dossier. D'après nos informations, **Me Marie Dosé** souhaite que le juge Van Ruymbeke

procède à l'audition des hommes politiques cités dans le livre (qui ont démenti, également, avoir touché de l'argent), ainsi qu'à celle de Didier Schuller lui-même.

Autre confidence de Schuller qui pourrait fournir de nouvelles pistes dans le dossier Karachi : les accusations d'Alfred Sirven, qui lui aurait expliqué que Philippe Jaffré (ex-PDG d'Elf nommé par Edouard Balladur) avait donné de l'argent pour financer la campagne.

(1) French Corruption, Stock, Gérard Davet et Fabrice Lhomme

Violette LAZARD